

**Décret exécutif n° 12-22 du 23 Safar 1433  
correspondant au 17 janvier 2012 instituant le  
régime indemnitaire des fonctionnaires  
appartenant aux corps des personnels de soutien  
à la recherche.**

-----

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur  
et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125  
(alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Jomada Ethania 1427  
correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de  
la fonction publique ;

Vu le décret n° 79-301 du 31 décembre 1979, modifié,  
portant réajustement des salaires de certaines catégories  
professionnelles pour l'année 1980 ;

Vu le décret n° 81-14 du 31 janvier 1981, modifié et  
complété, fixant les modalités de calcul de l'indemnité de  
travail posté ;

Vu le décret n° 81-57 du 28 mars 1981, modifié, fixant  
le taux et les conditions d'attribution de l'indemnité  
forfaitaire de service permanent ;

Vu le décret n° 82-183 du 15 mai 1982, modifié, relatif  
aux modalités de calcul de l'indemnité de zone ;

Vu le décret n° 88-219 du 2 novembre 1988, modifié,  
fixant les modalités de calcul de l'indemnité de  
nuisance ;

Vu le décret n° 88-221 du 2 novembre 1988 portant  
conditions de mise en œuvre des primes de rendement et  
des mécanismes de la liaison salaires-production ;

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan  
1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les  
modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux  
titulaires de postes supérieurs dans les institutions et  
administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Jomada  
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant  
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 92-409 du 14 novembre 1992  
portant institution d'une indemnité pour travaux  
permanents de recherche au profit des travailleurs de la  
recherche scientifique et technique ;

Vu le décret exécutif n° 11-443 du Aouel Safar 1433  
correspondant au 26 décembre 2011 portant statut  
particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des  
personnels de soutien à la recherche ;

Après approbation du Président de la République ;

**Décète :**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet d'instituer  
le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux  
corps des personnels de soutien à la recherche, régis par le  
décret exécutif n° 11-443 du Aouel Safar 1433  
correspondant au 26 décembre 2011, susvisé.

Art. 2. — Les fonctionnaires appartenant aux corps des  
personnels de soutien à la recherche bénéficient, selon le  
cas, de la prime et des indemnités suivantes :

- prime de rendement ;
- indemnité spécifique de soutien à la recherche ;
- indemnité des services administratifs ;
- indemnité des services techniques ;
- indemnité de documentation ;
- indemnité de valorisation technologique ;
- indemnité de qualification scientifique ;
- indemnité de nuisance ;
- indemnité forfaitaire de service.

Art. 3. — La prime de rendement, calculée au taux  
variable de zéro (0) à trente pour cent (30%) du traitement,  
est servie, trimestriellement, aux fonctionnaires cités à  
l'article 2 ci-dessus.

Le service de la prime de rendement est soumis à une  
notation selon des critères fixés par arrêté du ministre  
chargé de la recherche scientifique.

Art. 4. — L'indemnité spécifique de soutien à la  
recherche est servie, mensuellement, au taux de dix pour  
cent (10%) du traitement, aux fonctionnaires cités à  
l'article 2 ci-dessus.

Art. 5. — L'indemnité des services administratifs est  
servie, mensuellement, aux fonctionnaires appartenant à la  
filière d'administration de la recherche aux taux suivants :

- 40% du traitement pour les fonctionnaires classés  
aux catégories 11 et plus ;
- 25% du traitement pour les fonctionnaires classés  
aux catégories 10 et moins.

Art. 6. — L'indemnité des services techniques est  
servie, mensuellement, aux fonctionnaires appartenant à la  
filière d'ingénierie et à la filière d'information scientifique  
et technologique aux taux suivants :

- 40% du traitement pour les fonctionnaires classés  
aux catégories 11 et plus ;
- 25% du traitement pour les fonctionnaires classés  
aux catégories 10 et moins.

Art. 7. — L'indemnité de documentation est servie, mensuellement, aux fonctionnaires appartenant à la filière de développement technologique, en montants forfaitaires figurant au tableau ci-après :

| FILIERE                     | CORPS                   | GRADES                         | TAUX DU TRAITEMENT |
|-----------------------------|-------------------------|--------------------------------|--------------------|
| Développement technologique | Ingénieurs de recherche | Ingénieur de recherche expert  | 12.000 DA          |
|                             |                         | Ingénieur de recherche conseil | 8.000 DA           |
|                             |                         | Ingénieur de recherche         | 6.000 DA           |

Art. 8. — L'indemnité de valorisation technologique est servie, mensuellement, aux fonctionnaires appartenant à la filière de développement technologique, selon les taux du traitement figurant au tableau ci-après :

| FILIERE                     | CORPS                   | GRADES                         | TAUX DU TRAITEMENT |
|-----------------------------|-------------------------|--------------------------------|--------------------|
| Développement technologique | Ingénieurs de recherche | Ingénieur de recherche expert  | 40 %               |
|                             |                         | Ingénieur de recherche conseil | 35 %               |
|                             |                         | Ingénieur de recherche         | 35 %               |

Art. 9. — L'indemnité de qualification scientifique est servie, mensuellement, aux fonctionnaires appartenant à la filière de développement technologique, selon les taux du traitement figurant au tableau ci-après :

| FILIERE                     | CORPS                   | GRADES                         | TAUX DU TRAITEMENT |
|-----------------------------|-------------------------|--------------------------------|--------------------|
| Développement technologique | Ingénieurs de recherche | Ingénieur de recherche expert  | 25 %               |
|                             |                         | Ingénieur de recherche conseil | 15 %               |
|                             |                         | Ingénieur de recherche         | 10 %               |

Art. 10. — L'indemnité de nuisance est servie, mensuellement, au taux de vingt-cinq pour cent (25%) du traitement, aux fonctionnaires appartenant aux corps des agents d'entretien qualifiés et des agents d'entretien et service.

Art. 11. — L'indemnité forfaitaire de service est servie, mensuellement, au taux de vingt-cinq pour cent (25%) du traitement, aux fonctionnaires appartenant aux corps des conducteurs d'automobiles.

Art. 12. — La prime et les indemnités prévues à l'article 2 ci-dessus sont soumises aux cotisations de sécurité sociale et de retraite.

Art. 13. — Sont abrogées toutes dispositions, concernant les fonctionnaires appartenant aux corps des personnels de soutien à la recherche contraires au présent décret, notamment celles :

- du décret n° 79-301 du 31 décembre 1979, susvisé ;
- du décret n° 81-14 du 31 janvier 1981, susvisé ;
- du décret n° 81-57 du 28 mars 1981, susvisé ;
- du décret n° 82-183 du 15 mai 1982, susvisé ;

- du décret n° 88-219 du 2 novembre 1988, susvisé ;
- du décret n° 88-221 du 2 novembre 1988, susvisé ;
- du décret exécutif n° 92-409 du 14 novembre 1992, susvisé.

Art. 14. — Nonobstant les dispositions de l'article 13 ci-dessus et en attendant l'attribution de la bonification indiciaire prévue par le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, les fonctionnaires cités à l'article 2 ci-dessus, occupant des postes supérieurs au sein des établissements publics à caractère scientifique et technologique, continuent de bénéficier de l'indemnité forfaitaire de service permanent prévue par le décret n° 81-57 du 28 mars 1981, susvisé, calculée conformément à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2007.

Art. 15. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 16. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Safar 1433 correspondant au 17 janvier 2012.

Ahmed OUYAHIA.